



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question écrite n° 123569

Texte de la question

M. Jean-Jacques Candelier interroge M. le Premier ministre sur la politique générale menée par le Gouvernement. Après tous les coups déjà portés contre les salariés, retraités et sans emplois depuis des années, le Gouvernement, avec la bénédiction des spéculateurs, financiers et du patronat multiplie les plans d'austérité. Après un premier plan d'austérité (hausse de la CSG, taxes sur les complémentaires santé, sur le tabac l'alcool et les boissons sucrées) supporté par les salariés, retraités et sans emplois à hauteur de 3 milliards d'euros, il revient à la charge avec un deuxième plan qui va encore prendre 8 milliards dans la poche des citoyens en augmentant la TVA, en gelant les allocations familiales et le SMIC (pas de coup de pouce) et en appliquant la réforme des retraites déjà injuste plus rapidement. Le 15 novembre, nous apprenons que le Gouvernement ajoute une journée de carence supplémentaire pour tous en cas de maladie et une attaque en règle contre les bénéficiaires du RSA (qui ne demandent qu'à travailler à temps plein). Mais ce n'est pas encore fini car on prévoit encore 65 milliards d'économies pour garder notre AAA. Un salarié sur deux gagne moins de 1 500 euros, 13 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, 4,5 millions de chômeurs sont enregistrés, dont la moitié n'est pas indemnisé. Plus de 30 % des Français renoncent à se soigner faute de moyens. En 1972, les plus gros salaires gagnaient 20 fois plus que les plus bas alors qu'aujourd'hui ils en gagnent 230 fois plus. En fait, il faudrait au contraire s'attaquer aux véritables fraudeurs : 20 milliards de non-paiement de cotisations à l'assurance maladie par le patronat et l'État ; 4 milliards par an d'exonérations de cotisations et d'impôts inefficaces des entreprises pour les heures supplémentaires ; 100 milliards d'euros de dérogations fiscales accordées aux entreprises ; 172 milliards de niches fiscales et sociales pour les entreprises ; 2 milliards de cadeaux aux riches par la suppression de l'ISF ; 40 milliards versés en 2010 aux actionnaires du CAC 40 (on prévoit + 10 % en 2011) et 210 milliards de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières. Au vu de ces chiffres, il lui demande s'il compte enfin revoir sa politique injuste et calamiteuse.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Candelier](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 123569

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Économie, finances et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 décembre 2011, page 12688

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)